

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/Q/CHN/1/Add.2  
IP/Q2/CHN/1/Add.2  
IP/Q3/CHN/1/Add.2  
IP/Q4/CHN/1/Add.2  
16 juin 2004

(04-2608)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

## EXAMEN DE LA LÉGISLATION

CHINE

### Addendum

Le présent document contient les réponses de la délégation chinoise aux autres questions complémentaires posées par le Japon dans le cadre de l'examen de la législation chinoise commencé à la réunion du Conseil des 17-19 septembre 2002.

## RÉPONSES AUX QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES ADRESSÉES PAR LE JAPON<sup>1</sup>

### Question complémentaire

1. En ce qui concerne le complément de réponse à la question n° 4, le Règlement sur les critères relatifs à la redevance pour les organismes de radiodiffusion et de télévision a-t-il déjà été établi? Veuillez nous en communiquer une copie sur support papier, et/ou nous donner des précisions sur le projet de texte, y compris sur les modalités de la répartition de la redevance aux détenteurs de droits par les organismes de radiodiffusion. (Les organismes de radiodiffusion répartissent-ils directement la redevance aux détenteurs de droits? Ou une institution particulière est-elle censée gérer cette répartition?)

Le Règlement sur les critères relatifs à la redevance pour les organismes de radiodiffusion et de télévision figure au programme législatif de 2004 du Bureau des affaires juridiques, qui relève du Conseil d'État. Habilité par le Conseil d'État, le Bureau d'État des droits d'auteur mène actuellement des consultations auprès des organisations internationales compétentes et des organismes de radiodiffusion et de télévision, ainsi que des travaux de recherche sur les pratiques en la matière. Les travaux progressent, mais aucun projet n'a encore été publié.

### Question complémentaire

2. S'agissant du complément de réponse aux questions n° 5 et 17, toutes les réponses à ces questions sont "à l'étude" depuis l'année dernière. Veuillez donner des précisions concernant

---

<sup>1</sup> Ces questions sont fondées sur les réponses données aux questions complémentaires du Japon figurant, respectivement, aux pages 6, 6-7 et 12, 10 et 11 des documents IP/Q/CHN/1/Add.1, IP/Q2/CHN/1/Add.1, IP/Q3/CHN/1/Add.1, et IP/Q4/CHN/1/Add.1, du 9 juin 2004.

**"l'état d'avancement du débat" sur le seuil de déclenchement d'une procédure pénale. De plus, veuillez nous faire savoir quels sont les obstacles à l'abaissement de ce seuil. À votre sens, les recettes illégales provenant de la vente de 10 000 exemplaires de disques compacts pirates, exemple que nous avons donné dans la dernière question, ne sont-elles pas considérées comme obtenues à une "échelle commerciale", au sens de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, et, par conséquent, l'exemple cité ne constitue-t-il pas un acte qui "menace la société jusqu'à un certain point"?**

La Chine attache de l'importance à l'interprétation judiciaire concernant l'application des lois pénales applicables aux atteintes portées aux droits de propriété intellectuelle, y compris le seuil de déclenchement d'une procédure pénale. Cette interprétation devrait être publiée conjointement par la Cour suprême de Chine et le Procureur suprême de Chine au cours de l'année 2004. Un projet de loi a déjà été élaboré. Pour l'heure, des consultations et une collecte de renseignements sont en cours. Une première modification du seuil de déclenchement d'une procédure pénale apportée dans le projet vise à abaisser légèrement le seuil, dans une moindre mesure par rapport aux dispositions des "Directives sur les normes en matière de poursuites judiciaires pour les affaires criminelles impliquant des affaires économiques" établies par la Cour suprême de Chine et le Ministère de la sécurité publique de Chine. La complexité et le large champ des atteintes au régime de propriété intellectuelle ont retardé la publication de cette interprétation.

S'agissant de l'"échelle commerciale" stipulée à l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, nous aimerions réitérer que la Chine a établi un système de suivi des obligations liées aux atteintes au régime de propriété intellectuelle. Ce système à trois niveaux inclut, respectivement, des obligations civiles, administratives et pénales, les obligations administratives comprenant différentes mesures, telles que des amendes, l'exclusion, le retrait de permis et le démantèlement forcé. Quant à la gravité des peines, elle équivaut à celle des sanctions pénales punissant tout acte délictueux dans les pays occidentaux. Deuxièmement, l'"échelle commerciale" énoncée à l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC devrait être contemplée et appliquée à la lumière des situations particulières, et tenir compte, notamment, du montant et de la valeur. Ces dispositions sont conformes au droit pénal chinois, qui prescrit que la gravité de la menace sociale soit prise en compte dans l'appréciation du crime.

### **Question complémentaire**

**3. S'agissant du complément de réponse à la question n° 11, nous nous demandons si des améliorations ont été apportées, par exemple au moyen d'une modification de la Loi douanière, aux deux points ci-après, qui pourraient être incompatibles avec l'article 41:2 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que "les procédures ne seront pas inutilement complexes ou coûteuses, ou qu'elles ne comporteront pas de délais déraisonnables ni n'entraîneront de retards injustifiés". Veuillez donner des renseignements à ce sujet.**

- 1) Après l'injonction des services des douanes, les détenteurs de droits ne disposent que de trois jours pour examiner l'article et verser un dépôt (article 14 du Règlement régissant la protection douanière des droits de propriété intellectuelle).**
- 2) Aucune disposition ne précise qui doit supporter le coût de l'entreposage. Dans certains cas d'atteinte à la propriété intellectuelle, le coût de l'entreposage a été à la charge des détenteurs de droits.**

L'article 24 du Règlement chinois régissant la protection douanière des droits de propriété intellectuelle stipule que les titulaires des droits disposent de 20 jours pour déclencher une procédure judiciaire, ce qui est conforme aux limites maximales énoncées à l'article 55 de l'Accord sur les

ADPIC. Pendant ce temps, aux termes de l'article 16 de la Réglementation, les détenteurs de droits peuvent demander aux douanes de saisir les marchandises, une mesure qui relève de l'un des cas d'exécution d'office prescrits par l'Accord sur les ADPIC. L'Accord sur les ADPIC ne fixant pas de délai maximum, l'article 24 de la Réglementation ne constitue donc pas une violation de l'Accord sur les ADPIC.

Nous estimons par ailleurs que l'article 25 du Règlement régissant la protection douanière des droits de propriété intellectuelle est conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC, et que le titulaire des droits devrait verser une caution.

#### **Question complémentaire**

**4. S'agissant du complément de réponse à la question n° 16, voulez-vous dire que l'établissement du montant du dommage n'est pas une prescription juridique à laquelle est subordonné l'engagement d'une procédure administrative et que, même si les détenteurs de droits ne pouvaient pas établir le montant du dommage, les autorités chinoises pourraient engager cette procédure? Veuillez nous indiquer aussi dans quel article de la Loi sur le droit d'auteur sont énumérés les éléments de preuve que les détenteurs de droits devraient présenter. L'article 47 de la Loi sur le droit d'auteur, auquel vous vous référez dans votre réponse à la question n° 16, semble n'avoir aucun rapport avec l'obligation de fournir des éléments de preuve. La charge de la preuve, qui doit être apportée pour que des procédures administratives soient engagées, est-elle réduite du fait de l'entrée en vigueur en juillet dernier du Règlement concernant les sanctions administratives en matière de droit d'auteur?**

Aux termes de la Loi chinoise sur le droit d'auteur et du Règlement concernant les sanctions administratives en matière de droit d'auteur, et plus particulièrement de l'article 47 de la Loi sur le droit d'auteur, des éléments de preuve et autres preuves connexes doivent être apportés pour prouver que le comportement illégal a nui à l'intérêt général, afin d'engager une procédure de sanctions administratives; en revanche, le montant du dommage causé n'est pas une condition juridique préalable nécessaire pour entamer une telle procédure, même s'il peut avoir une incidence sur le montant de la compensation que le détenteur des droits pourrait se voir verser. L'article 12 du Règlement concernant les sanctions administratives en matière de droit d'auteur prescrit que le plaignant doit soumettre le document de demande, la preuve pertinente, le produit contrefait, ainsi que d'autres éléments de preuve. L'application du Règlement concernant les sanctions administratives en matière de droit d'auteur ne contient aucune disposition visant à réduire la charge de la preuve avant que la procédure des sanctions administratives ne soit engagée.

---